

Communiqué de l'Association Française d'Amitié

et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique

Que cache la requête du dictateur djiboutien auprès de la France ?

Ismaël Oumar Guelleh (IOG) a fait comparaître le militant Mohamed Kadamy, Président du Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie (FRUD), devant la police judiciaire française, suite à une commission rogatoire l'accusant notamment de « complot criminel ». Il est convoqué au tribunal de Paris le 13 février par le juge Serge Tournaire. Pourquoi, 18 ans après sa sortie de la sinistre prison Gabode à Djibouti et son arrivée en France où il a obtenu le statut de réfugié politique, le dictateur réclame-t-il l'opposant de longue date au régime en place depuis l'indépendance ?

IOG qui brigue un cinquième mandat en 2021, est isolé tant sur le plan intérieur que dans la région.

Les forces de l'opposition, sortent d'une période de difficultés par un processus de rassemblement dans lequel le FRUD joue un rôle majeur pour une transition démocratique. En Europe, les démocrates djiboutiens sont actifs. Ils ont manifesté devant l'ambassade de Paris lors de la venue d'IOG à l'occasion des cérémonies du 11 novembre 2018 pour protester contre un cinquième mandat à la tête du pays et dénoncer les exactions commises à l'encontre des civils. Les Djiboutiennes ont mené en France puis en Belgique, des grèves de la faim pour dénoncer les viols des femmes Afar par des militaires djiboutiens ; cette action a abouti à une résolution du Parlement européen qui, pour la première fois, a demandé l'ouverture d'une enquête internationale sur les violences faites aux femmes.

Djibouti a été récemment mise à l'index dans la région, après ses ingérences armées en Ethiopie pour susciter le conflit entre communautés Afar et Issa. Cette manœuvre dangereuse et grave de conséquences a été dénoncée par le FRUD. D'autre part l'Éthiopie du nouveau premier ministre Dr Abiy Ahmed et l'Érythrée se sont réconciliées ; la Somalie a rejoint ces deux pays dans une nouvelle alliance pour la stabilité de la région et la consolidation de l'État somalien, en butte aux groupes armés Al Shabab. Cette nouvelle donne régionale a marginalisé Djibouti.

Depuis plusieurs mois le pouvoir djiboutien adresse des émissaires auprès du FRUD pour obtenir des négociations en vue de la reprise de pourparlers à ses seules conditions, c'est-à-dire sans médiation ni garantie internationale exigée par Mohamed Kadamy au nom de l'opposition. Il faut savoir qu'en 1994 et 2001 les accords de paix signés par le FRUD et des représentants du gouvernement n'ont jamais été appliqués ; de même que l'accord postélectoral de 2014 entre le gouvernement et l'USN (coalition de partis politiques de l'opposition). De ce fait les causes à l'origine de la crise se sont aggravées. L'alternance

démocratique par les urnes est impossible dans ce pays où à trois reprises : 1999 élection présidentielle, 2003 et 2013 élections législatives, l'opposition a gagné les élections, ce qui n'a pas empêché le pouvoir de se maintenir en place par de fraudes massives et en criminalisant toutes les actions politiques pacifiques. Et ce sans réaction de la part des instances internationales.

IOG a le toupet de réclamer à la France de lui livrer un réfugié politique, alors qu'il a lui-même les mains tachées du sang de militants et de civils morts sous la torture, ou victimes d'exécutions extrajudiciaires, sans oublier la mort mystérieuse en prison le 1er août 2017, du plus ancien prisonnier politique de Djibouti, Mohamed Ahmed, dit Jabha, alors que la cour d'appel de Djibouti avait demandé sa libération. IOG a aussi une lourde responsabilité dans la mort du juge Borel, magistrat français, et la chape de plomb mise sur l'élucidation de cet assassinat, longtemps camouflé en suicide par les autorités des deux pays.

Il serait d'ailleurs plus logique de voir IOG rendre des comptes à la justice plutôt que de voir croupir ou mystérieusement mourir dans les geôles un démocrate africain, estimé ici et en Afrique pour son sérieux, son courage et sa clairvoyance, qui jouit du statut de réfugié en France et dont les activités internationales sont scrupuleusement suivies par les autorités françaises qui ne lui ont jamais interdit de sortir ou revenir sur le territoire, où il vit en famille.

IOG veut faire taire, d'une manière ou d'une autre, une voix influente à Djibouti. Il pense en avoir les moyens grâce à sa bienveillance à l'égard de l'ancienne puissance coloniale dont il accueille une base militaire parmi d'autres.

L'AFASPA, qui a contribué à la campagne internationale de solidarité qui a permis à Mohamed Kadamy et ses compagnons de sortir de prison, refuse qu'il serve aujourd'hui de monnaie d'échange à des transactions entre la France et Djibouti, dans une parfaite illustration de la Françafrique, au prix d'un retour entre les mains de ses bourreaux.

Bagnolet, le 3 février 2019